



RÉSEAU HAÏTIEN DES JOURNALISTES ANTI-CORRUPTI



NOTE DE PRESSE

01 septembre 2026

15, RUE MARGUERITE 1, PÉGUY-VILLE

RHAJAC : insécurité, corruption et vol d'identité, Alix Didier Fils-Aimé n'a pas la crédibilité nécessaire pour organiser des élections

Outre la puissance des gangs armés qui n'ont toujours pas été neutralisés et la corruption à grande échelle, le processus électoral fait désormais face à une autre menace grave : le vol d'identité. Dans ces conditions, nous, au sein du RHAJAC, estimons que le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé n'a pas la crédibilité nécessaire pour organiser des élections libres, transparentes et crédibles.

Selon des informations que nous avons recueillies auprès de sources au sein de l'Office national d'identification (ONI), des données personnelles de fonctionnaires de l'administration publique auraient été collectées sous couvert d'un « recensement administratif ». Des fonctionnaires disposant d'une carte d'identification encore valide se sont retrouvés avec une nouvelle carte portant le même NIU et la même photographie, mais une nouvelle date d'expiration.

Selon les informations dont dispose le RHAJAC, après la collecte des données personnelles des fonctionnaires, le directeur général de l'ONI, Reynold Guerrier, les aurait mises à la disposition de regroupements politiques proches du Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, dont « Viktwa » et « Rekonsilye », entre autres. Certaines de ces données auraient également été vendues à d'autres regroupements politiques.



RÉSEAU HAÏTIEN DES JOURNALISTES ANTI-CORRUPTION



NOTE DE PRESSE

01 septembre 2026

15, RUE MARGUERITE 1, PÉGUY-VILLE

L'exigence des 30 000 adhérents imposée par le Conseil électoral provisoire (CEP) place les partis et regroupements politiques face à une réalité préoccupante. Certaines structures qui peinent à réunir quelques dizaines de membres doivent désormais en présenter 30 000. Une telle exigence ouvre la voie aux magouilles, aux adhérents fictifs, à l'achat de données personnelles et au partage de listes entre structures politiques.

Le RHAJAC réclame des enquêtes sur la provenance des listes d'adhérents présentées par plusieurs structures politiques, notamment celles liées à Mathias Pierre, à l'ancien président Jocelerme Privert, ainsi qu'aux plateformes « Viktwa » et « Rekonsilye ».

Si le CEP ne procède pas à une vérification rigoureuse de chaque liste et de l'identité réelle des 30 000 adhérents, le processus électoral risque de déboucher sur un véritable « brigandage démocratique » plutôt que sur des élections crédibles.

Le RHAJAC exige une enquête indépendante, un audit immédiat de l'ONI et une vérification rigoureuse des listes d'adhérents des partis et regroupements politiques.

Sans sécurité, sans confiance et sans garantie sur l'intégrité de l'identité des citoyens, il ne peut y avoir d'élections crédibles en Haïti.

Djovany Michel
Secrétaire général



Pour authentification : rhajac.org
Contact presse : +509 3456 4848